

l'autre territoire, le chef du gouvernement est un commissaire nommé et seul responsable devant le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Les représentants élus du peuple siègent au conseil territorial, mais ils manquent d'autorité et n'ont pas la responsabilité de gouverner. Le commissaire les convoque selon son bon plaisir et peut opposer son veto, comme le ministre d'ailleurs, à toutes leurs propositions. Les habitants du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest ont une conscience aiguë de cette injustice; ils réclament avec insistance un gouvernement responsable, le gouvernement que nous avons décidé d'établir une fois pour toutes au Canada, je pense, en 1838, dans le rapport de lord Durham.

Pourquoi ces gens seraient-ils des citoyens de seconde classe quand il est question de leur vie quotidienne? Les arguments utilisés aujourd'hui par Ottawa sont les mêmes que ceux auxquels recourait en 1830 le ministère britannique des Colonies et le «Family Compact» dans le Haut-Canada. Ils sont aussi peu valables qu'ils l'étaient alors.

J'aimerais citer un très court extrait du discours fait en 1973 par le chef du NPD du Yukon, M. Tony Penikett, lors de la fondation de ce parti. Je ne pourrais m'exprimer avec plus d'éloquence et je crois que c'est la voix même du Yukon que nous entendons. Il déclarait:

Nous sommes 20,000 sur une superficie de 275,000 milles carrés. Beaucoup d'entre nous sont nés ici. Mais beaucoup plus encore sont venus d'ailleurs, chercher ici une vie nouvelle et meilleure. Nous sommes tous ici par choix. Nous espérons tous nous créer au Yukon une vie individuelle et familiale meilleure. Vu cet espoir, nous éprouvons tous beaucoup de déception et de colère en voyant que nous avons si peu la maîtrise de notre destinée. Nous étouffons sous la main-mise bureaucratique qui pèse sur chaque élément de la collectivité. Tout nous démontre que quelque chose ne va pas. Le gouvernement est hors de vue, hors de portée. Quand nous cherchons à trouver un sens à la politique gouvernementale, la conclusion s'impose à nous que ses politiques tendent à faire du Nord une région pareille à toutes les autres. Et s'il y a point sur lequel les Yukonais tombent d'accord pour s'opposer au gouvernement, c'est bien celui-là. Nous ne voulons pas que le Nord soit comme ailleurs.

M. Nielsen: Puis-je ajouter entre parenthèses, au profit du député, que l'Association libérale du Yukon appuie également cette résolution.

M. Symes: L'ennui, c'est que l'Association libérale ne hante pas les coulisses du pouvoir à Ottawa. Permettez-moi de poursuivre la lecture du discours de M. Penikett:

Les gouvernements fédéraux ont déjà dit que le Yukon ne pourrait avoir un gouvernement responsable tant que certaines conditions ne seraient pas remplies. La plus souvent citée veut qu'il y ait une population suffisante, suffisamment d'argent et, au Conseil territorial du Yukon, l'aptitude à légiférer. Mais quelle pratique ont ses membres de l'auto-détermination? Quel prix faudra-t-il payer l'autonomie? Comment un conseil territorial impuissant peut-il s'exercer à balancer les livres du Yukon, lorsqu'il est sans pouvoirs pour proposer des bills de finance? C'est une pétition de principe de dire que notre conseil territorial est irresponsable parce qu'il n'a pas la responsabilité. Évidemment, il pourrait être responsable, mais pas sans la responsabilité.

En ce qui concerne les habitants du Yukon, lors du congrès national du NPD en 1973, nous avons adopté une résolution, qui fait maintenant partie de la politique du

Les Territoires

NPD, voulant que le Yukon soit considéré comme une province. Bien sûr, cela signifie qu'il faut y établir un gouvernement responsable. Les habitants du Yukon ont l'habitude de gouverner, mais ils n'ont pas les pouvoirs nécessaires. Ils ont l'habitude de la vie dans le Grand Nord, ils connaissent les conditions du Nord, mais les bureaucrates d'Ottawa, et même souvent le ministre lui-même, n'écourent pas leurs demandes.

La situation est à peu près la même dans les Territoires du Nord-Ouest. Malheureusement, 38,000 résidents doivent faire face au coût le plus élevé de la vie, au revenu le plus bas, aux frais de transport les plus élevés, aux normes les plus basses en matière d'hygiène et d'alimentation et à l'incidence la plus forte de mortalité infantile au Canada. Il s'agit là de conditions déplorables, malgré les millions de dollars que dépense le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et malgré les politiques qu'Ottawa élabore et applique depuis des années sans régler, bien sûr, les problèmes des Territoires du Nord-Ouest.

Les habitants des Territoires ne veulent plus de ce paternalisme, mais l'absence d'une autonomie dont bénéficieront tous les autres Canadiens les exaspère comme elle exaspère les habitants du Yukon. Ils n'ont vraiment aucune voix au chapitre dans la prise de décisions. Ils s'entendent dire constamment qu'Ottawa a toujours raison. Comment peut-on soutenir qu'Ottawa a toujours raison en voyant comment vivent les gens des Territoires du Nord-Ouest? Même les recommandations des propres comités du gouvernement et d'autres organismes consultatifs ne sont pas écoutées.

J'aimerais citer quelques brèves remarques d'un comité consultatif sur le développement du gouvernement des Territoires du Grand Nord, nommé par le gouvernement fédéral et présidé par A. W. R. Carrothers. Dans son rapport de 1966, le comité énonce comme premier postulat:

Tout citoyen du Canada a droit de participer aux institutions d'un gouvernement responsable en vertu de la constitution canadienne;

Il ajoute plus loin:

Chaque habitant des Territoires du Nord-Ouest pour qui la liberté de mouvement à l'intérieur et à l'extérieur des Territoires n'existe qu'en théorie a droit à des moyens économiques qui pourront lui assurer un niveau de vie ne s'écartant pas sensiblement de la norme dans l'ensemble du pays.

Nous avons eu des commissions et des groupes consultatifs. Encore une fois, le gouvernement ne les écoute pas, comme il n'écoute pas les gens qui habitent dans le Nord. Il y a de nombreuses questions importantes auxquelles doivent faire face les résidents de ces régions et sur lesquelles ils ont droit d'exprimer leur opinion, des questions qui toucheront leur vie quotidienne comme l'exploitation des richesses dans le Nord; toute la question du pipe-line de la vallée du Mackenzie et ses conséquences économiques et écologiques; celle des redevances sur le pétrole et le gaz pour les habitants du Nord. Nous n'en avons pas le temps, mais je pourrais parler des taux de redevances absolument ridicules que le gouvernement fédéral impose aux compagnies pétrolières et minières au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest.